

LA LETTRE PATRIMONIALE

BMCE CAPITAL GESTION



Numéro 42 - 2^e trimestre 2024

ÉDITORIAL 01

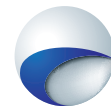
COUPE DU MONDE 2030 : 02
QUELLES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES 02
ET FINANCIÈRES POUR LE MAROC ?
STIMULANT ÉCONOMIQUE OU FARDEAU FINANCIER ? 04

LE MAROC : 06
TERRE D'ACCUEIL POUR LA COUPE DU MONDE FIFA 2030

LES MARCHÉS FINANCIERS 07

JINVESTIS.MA 

BMCE CAPITAL
GESTION



PLATEFORME DIGITALE POUR FACILITER VOS INVESTISSEMENTS EN **OPCVM**

CONSEILS



ACCOMPAGNEMENT



EXPERTISE



SIMULATEUR



ÉDITORIAL



Chers lecteurs,

Après cinq candidatures infructueuses, la confirmation du Maroc comme coorganisateur de la Coupe du Monde 2030 aux côtés de l'Espagne et du Portugal vient couronner plusieurs années d'efforts, entérinant ainsi est une étape historique pour le Royaume. Cette victoire témoigne de la ténacité et de la détermination du Maroc à atteindre ses objectifs qui peuvent servir aussi bien son développement que son rayonnement à l'international.

Cela étant, la réussite de cet événement nécessite une gestion prudente des investissements pour maximiser les bénéfices en termes de progrès et d'image du pays et éviter les écueils financiers qui peuvent en découler comme le surendettement. En réalité, la Coupe du Monde 2030 est plus qu'un événement sportif. Pour notre pays, c'est un virage crucial qui, s'il est bien négocié, pourrait propulser le pays vers de nouvelles strates de développement.

En effet, ce projet pharaonique devrait jouer le rôle de catalyseur en impulsant une importante dynamique économique, via la dotation du Royaume en infrastructures nécessaires à la réalisation de sa vision stratégique et en donnant au pays une visibilité sans précédent sur la scène mondiale.

À nous collectivement en tant que peuple de saisir cette opportunité unique en nous attelant à la tâche sans attendre pour écrire une histoire dont on sera fière.

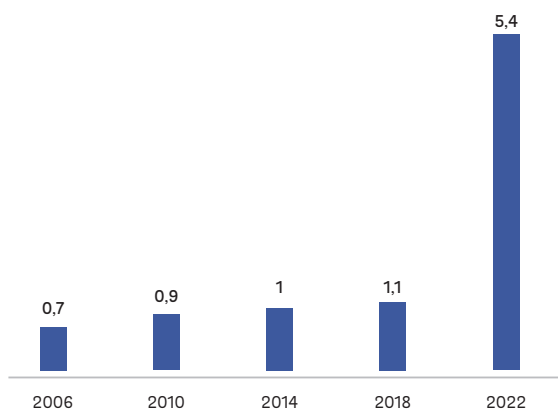
MYRIEM BOUAZZAOU
MEMBRE DU DIRECTOIRE EN CHARGE
DU PÔLE ASSET AND WEALTH MANAGEMENT

COUPE DU MONDE 2030 :

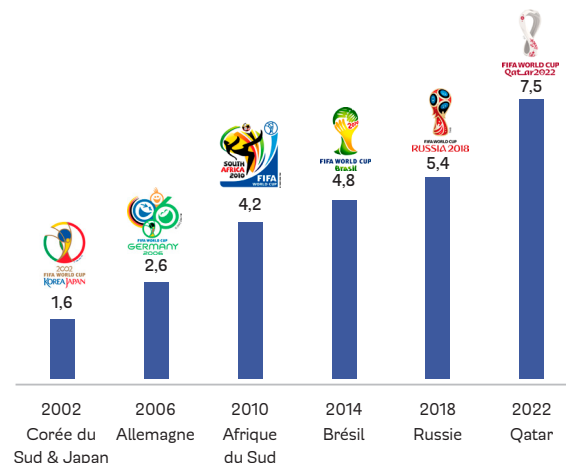
QUELLES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES POUR LE MAROC ?

Dans l'univers du sport mondial, aucun événement ne suscite autant d'anticipation et de frénésie que la Coupe du Monde de football de la FIFA. Pour les nations participantes, c'est bien plus qu'une simple compétition sportive, c'est un spectacle qui transcende les frontières géographiques et culturelles, captivant des audiences mondiales et offrant des opportunités économiques inégalées.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TÉLÉSPECTATEURS DE LA COUPE DU MONDE



ÉVOLUTION DES REVENUS FIFA PAR CDM (USD MD)



HONNEUR ET DÉFI ÉCONOMIQUE

Cet événement, qui a pris naissance en 1930 en Uruguay, réunit tous les quatre ans 13 équipes nationales pour se disputer le titre de « Champion du Monde », attirant l'attention de millions de téléspectateurs. Bien que difficile à croire, sa portée est nettement plus importante que celle des Jeux Olympiques.

Organiser la Coupe du Monde est un honneur et une responsabilité immense pour un pays, offrant une vitrine exceptionnelle et souvent un élan économique considérable. Des nations comme le Brésil, l'Allemagne et la France ont eu l'opportunité de recevoir ce tournoi emblématique, contribuant ainsi à son histoire riche



COUPE DU MONDE 2030 :

QUELLES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES POUR LE MAROC ?



et variée. Chaque édition laisse une empreinte unique, façonnant la culture footballistique et renforçant le sentiment d'unité mondiale par le sport.

Cependant, l'organisation de cette compétition est souvent perçue comme une lame à double tranchant pour les pays hôtes.

Les exigences de la FIFA pour organiser une Coupe du Monde sont devenues de plus en plus strictes et rigoureuses. Les infrastructures doivent désormais répondre à des normes de sécurité et de capacité plus élevées, nécessitant une logistique minutieuse.

Les pays hôtes doivent également minimiser l'impact environnemental, promouvoir des pratiques durables et démontrer une capacité de financement solide.

Ainsi et bien qu'elle offre une visibilité internationale accrue et joue le rôle de dynamo économique en stimulant l'activité, en boostant la consommation et en accélérant le développement d'un pays, notamment en termes d'infrastructures, le bilan financier direct s'avère généralement négatif pour le pays organisateur, soulevant ainsi des questions cruciales sur la viabilité économique de ces événements.

COUPE DU MONDE 2030 :

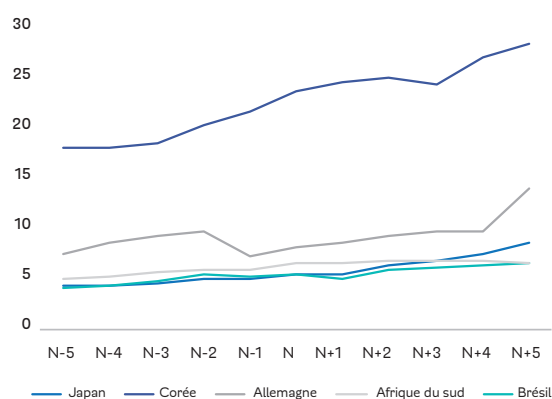
STIMULANT ÉCONOMIQUE OU FARDEAU FINANCIER ?

L'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA exerce une influence profonde et indélébile sur l'économie et les finances des pays hôtes. À travers les décennies, cet événement prestigieux a suscité des investissements colossaux et généré des retombées économiques diversifiées.

Les budgets alloués à cet événement évoluent dans un large spectre, allant de MAD 4 Md pour l'Afrique du Sud à un vertigineux MAD 220 Md pour le Qatar. L'impact de ces investissements massifs est indéniablement positif, en raison des recettes touristiques substantielles qu'ils engendrent – USD 1,6 Md pour le Brésil, USD 2,4 Md pour l'Allemagne ou encore USD 1,5 Md pour le Qatar. De plus, accueillir la Coupe du Monde place le pays hôte sous les feux des projecteurs mondiaux, rehaussant sa notoriété et son image à l'échelle internationale. La préparation du tournoi encourage

souvent des investissements considérables dans les infrastructures telles que les stades, les routes et les transports publics, offrant ainsi des avantages durables à la population locale.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TOURISTES
(EN MILLIONS)



COUPE DU MONDE 2030 :

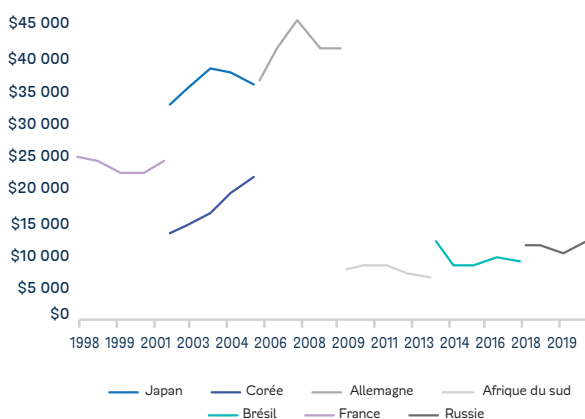
STIMULANT ÉCONOMIQUE OU FARDEAU FINANCIER ?

Cependant et en dépit de ses bénéfices apparents, on observe une tendance à la baisse du PIB des pays organisateurs après la tenue de cet événement.

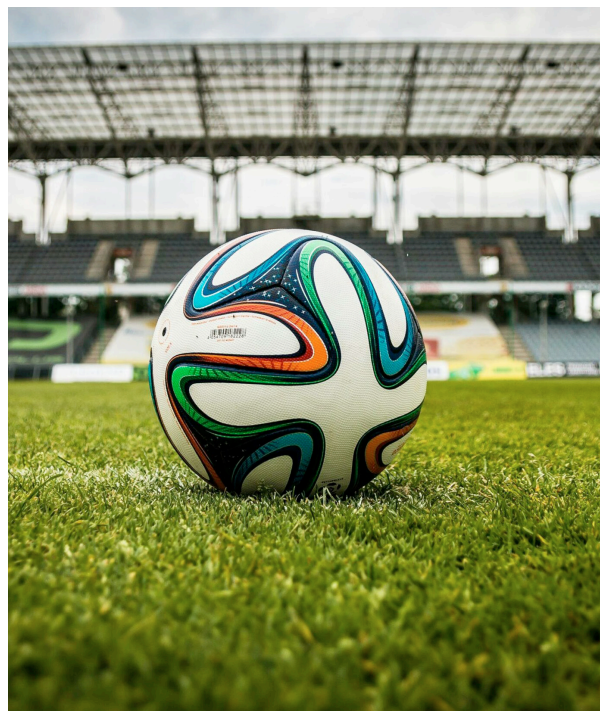
Cela peut être attribué aux dépenses considérables engagées pour les infrastructures, la sécurité et le marketing, qui peuvent souvent engendrer un déficit budgétaire et une augmentation de la dette publique. Le tourisme, bien qu'étant une manne économique durant l'événement, peut se révéler être un cadeau empoisonné, avec une chute drastique de l'afflux de visiteurs une fois l'événement terminé. Les revenus générés par le tourisme peuvent se contracter tout comme la demande pour la monnaie nationale, surtout si l'économie du pays hôte est fortement dépendante du tourisme.

De plus, la préparation et l'organisation de la Coupe du Monde peut perturber l'activité économique normale, ce qui pourrait éventuellement entraîner une baisse de la productivité et une diminution du PIB.

ÉVOLUTION DU PIB PAR HABITANT CINQ ANS APRÈS L'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE DE LA FIFA



Source : Banque Mondiale



Un exemple frappant de cette complexité est l'impact économique de la Coupe du Monde 1982 en Espagne, qui a été difficile à évaluer en raison de l'adhésion quelques années plus tard du pays à l'Union européenne en 1986. Cette entrée a entraîné des changements économiques significatifs, avec des investissements massifs et des réformes structurelles qui ont stimulé la croissance économique. Ainsi, bien que la Coupe du Monde ait probablement apporté des avantages économiques à court terme, leur évaluation précise a été brouillée par les bénéfices plus larges et durables liés à l'intégration de l'Espagne au marché commun européen.

En somme, bien que l'organisation de la Coupe du Monde apporte des avantages économiques et infrastructurels significatifs, elle impose également des défis financiers substantiels aux pays hôtes, mettant en lumière la complexité de l'impact de cet événement mondial sur les économies nationales.

LE MAROC :

TERRE D'ACCUEIL POUR LA COUPE DU MONDE FIFA 2030

Après cinq candidatures infructueuses, le Maroc a enfin obtenu le saint-graal... à partager avec ses voisins ibériques.

En effet, cette victoire est le fruit d'une candidature tripartite avec l'Espagne et le Portugal, à laquelle va se greffer l'Uruguay, l'Argentine et le Paraguay, qui accueilleront trois matchs pour célébrer le centenaire de cet événement prestigieux.

Six villes marocaines – Agadir, Marrakech, Casablanca, Rabat, Fès et Tanger – ont déjà été désignées comme candidates. Un investissement de près de MAD 20 Md sur la période 2023-2028 est prévu pour la construction, la rénovation et la mise à niveau de 9 stades pouvant accueillir entre 60 000 à 115 000 supporters.



En parallèle, de nouvelles autoroutes seront construites, d'autres rénovés et plusieurs aéroports seront étendus et mis à niveau afin de répondre à l'afflux de visiteurs. On anticipe également une augmentation du taux d'occupation hôtelière, avec 40 000 nouvelles chambres, portant le total à 330 000 chambres, ce qui devrait générer des recettes de MAD 20 Md pour le Maroc. Avec cela, le Maroc pourra créer pas moins de 250 000 emplois temporaires pendant la phase de constructions des infrastructures et 100 000 emplois permanents dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et des transports.

Un Catalyseur pour la Transformation Économique du Maroc

En dépit des écueils à surmonter, cette opportunité exceptionnelle représente bien plus qu'un simple événement sportif ;

L'investissement substantiel prévu pour la construction et la rénovation des infrastructures, couplé à l'afflux anticipé de touristes et de recettes, pourrait offrir au Maroc une plateforme pour se hisser sur le devant de la scène mondiale. Les six villes candidates – Agadir, Marrakech, Casablanca, Rabat, Fès et Tanger – se préparent à accueillir cet événement avec des projets ambitieux, allant de la construction de nouveaux stades à l'amélioration des réseaux de transport et de communication.

Cette co-organisation ne se contente pas de promettre des retombées économiques immédiates ; elle symbolise également une vision pour l'avenir du Maroc, où l'infrastructure moderne et les investissements stratégiques stimuleraient une croissance économique

soutenue et un rayonnement international accru. C'est une occasion pour le Maroc de démontrer son dynamisme et sa capacité à jouer un rôle central dans des événements de portée mondiale, en laissant un héritage positif pour les générations à venir.

Cet événement monumental ne se limite pas aux retombées économiques. Il représente surtout une occasion unique pour le Maroc d'accélérer son développement et d'atteindre le niveau nécessaire à la réalisation de ses ambitions, et cela a déjà commencé par la mise en place d'une ligne grande vitesse reliant Casablanca et Tanger, mais cela, ne signifie pas que le projet est en reste, le focus sera mis sur le tronçon Kénitra-Marrakech dans le but d'assurer la meilleure connexion entre les principaux aéroports du Royaume.

LES MARCHÉS FINANCIERS

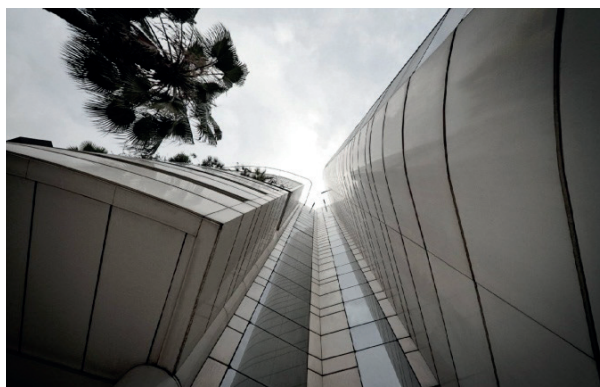
Après une période de très fortes turbulences marquée par l'hyperinflation, d'importantes craintes de récession et l'écllosion de conflits géopolitiques majeurs, l'année 2024 devrait en principe être une année de transition pour l'économie mondiale vers une relative normalité.

Dans ce contexte, le FMI confirme sa projection de croissance globale à +3,5% en 2024 et ce, en dépit du léger ralentissement de l'économie chinoise et du risque de maintien de l'inflation à un niveau élevé plus longtemps que prévu.

Ce vent d'optimisme se manifeste également sur les marchés boursiers internationaux qui s'inscrivent sur une tendance haussière depuis le début de l'année. Les principaux indices mondiaux clôturent ainsi le 1^{er} semestre sur des performances y-t-d positives de +14,48% pour le S&P 500, de +6,76% pour le STOXX 600 et de +18,3% pour le NIKKEI 225. A contrario et compte tenu des récentes perturbations politiques en France, le CAC 40 accuse une légère baisse de -0,85%.

Au niveau national et en dépit de conditions pluviométriques défavorables ayant fortement impacté la campagne agricole 2023-2024, l'économie marocaine devrait continuer de faire preuve de robustesse. C'est ainsi que dans le cadre de son deuxième Conseil de l'année, la Banque Centrale a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'année 2024 qui se fixent dorénavant à +2,8% (contre +2,1% lors du Conseil de mars 2024).

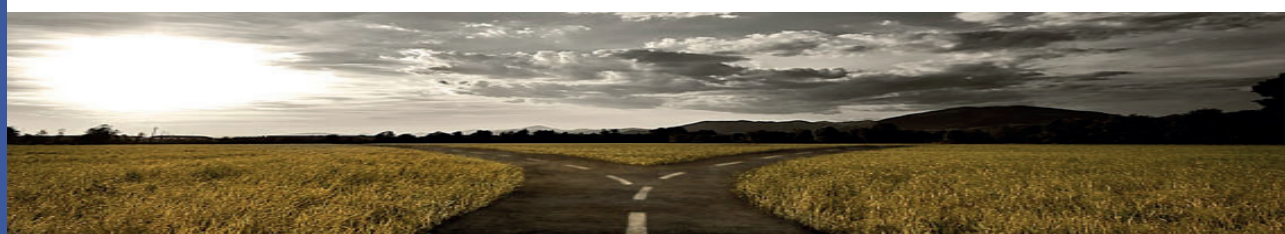
Cette résilience de la croissance devrait être principalement redevable à l'accélération de l'activité



non agricole de +3,8% soutenue par (i) le dynamisme de l'investissement public et privé, (ii) la vigueur du secteur touristique et (iii) la reprise de la consommation des ménages.

L'assureur crédit COFACE confirme également le trend positif de l'économie nationale en maintenant le risque pays à «B» pour le Maroc avec une note de «A4» pour le climat des affaires tandis que l'agence de notation S&P Global Ratings conserve la note de la dette à long terme en devises et en monnaie locale du Maroc à «stable» et son statut d'investissement grade à «BBB-».

Enfin et contre toute attente, BANK AL-MAGHRIB a procédé à la baisse de son taux directeur de -25 pbs à 2,75% après 5 statu-quo consécutifs et ce, probablement en vue de stimuler l'économie et de favoriser les investissements.



QU'ATTENDRE DU MARCHÉ ACTIONS MAROCAIN ?

Au deuxième trimestre de l'année, la Bourse de Casablanca continue sur l'élan haussier entamé en 2023 profitant vraisemblablement de (i) l'intérêt renouvelé des investisseurs pour le secteur immobilier, (ii) la publication de résultats annuels 2023 relativement bien orientés et (iii) perspectives positives pour l'économie marocaine avec le lancement d'un pipe important de projets structurants dans le sillage de l'obtention de la co-organisation de la CDM 2030.

Le Marché a néanmoins connu à la fin du 2^e trimestre une consolidation baissière avant de se réorienter favorablement suite à la décision de BANK AL MAGHRIB de réduire son taux directeur de -25 pbs à 2,75%.

Dans ces conditions, le MASI et le MASI 20 clôturent le premier semestre sur des performances annuelles de +9,99% et de +8,58% respectivement.

À moyen terme, le MASI devrait continuer sa trajectoire haussière, bien que les performances attendues soient

plus modestes en raison d'un potentiel de reprise déjà partiellement consommé.

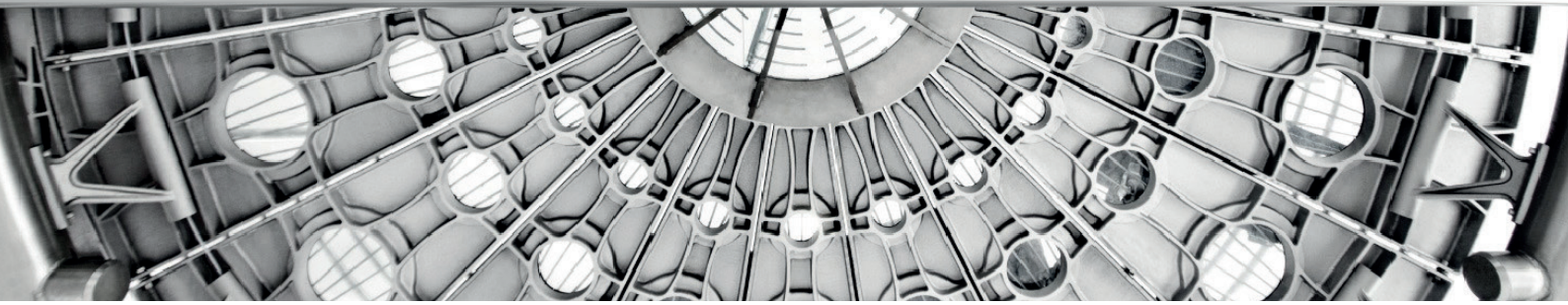
ET DU MARCHÉ OBLIGATAIRE MAROCAIN ?

Compte tenu de la baisse inattendue du taux directeur par BANK AL-MAGHRIB lors de son dernier Conseil, les portefeuilles obligataires devraient être revalorisés à la hausse.

De son côté, le Trésor continue d'afficher une certaine aisance financière comme en atteste la baisse notable des montants levés qui passent de MAD 52,4 Md au T2 2023 à seulement MAD 31,3 Md à fin juin 2024.

Ce dernier devrait également poursuivre son marquage à la baisse plus prononcée sur l'ensemble de la courbe en profitant notamment de l'engouement des investisseurs pour les maturités MLT.

Enfin, le spread DY vs. BDT 10 ans devrait continuer à se réduire avant de basculer à terme en faveur du Marché action.



BMCE Capital Gestion, filiale du Groupe BMCE Bank Of Africa, est une Société de gestion d'OPCVM de droit marocain soumise au contrôle de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

BMCE Capital Gestion propose une gamme diversifiée d'OPCVM et accompagne ses clients institutionnels, entreprises et particuliers dans leurs choix d'investissement. L'expertise de BMCE Capital Gestion couvre l'ensemble des catégories d'OPCVM monétaires, obligataires, diversifiés et actions.

BMCE Capital Gestion est notée Excellent (mar) par Fitch Ratings, certifiée ISO 9001 version 2015 et Engagements de Services par le Bureau Veritas Maroc pour son Système de Management de Qualité ainsi que la qualité de ses services et conforme à la norme ISAE 3402 Type II par Mazars.



ISAE
3402



Amal MOUCHAFI

Responsable Clientèle Privée & Réseau de Distribution

e.mail : a.mouchafi@bmcek.co.ma

Tél. : +(212) 5 20 36 43 05

Amal BAHADY

Conseiller en Investissement Clientèle Privée

& Réseau de Distribution

e.mail : a.bahady@bmcek.co.ma

Tél. : +(212) 5 20 36 43 48